

**15 juin 2008, Québec**

**Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire**

Alors, bonjour, mesdames et messieurs, et bon dimanche. La session parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec tire à sa fin. Nous avons quelques jours encore devant nous et, après ça, ce sera le congé parlementaire. Les activités de l'Assemblée nationale reprendront le mardi 21 octobre, mais attention attention, surtout si vous croisez un député. N'allez jamais lui dire à lui ou à elle qu'ils sont en congé parce que vous allez avoir une réponse qui va vous surprendre. Ne vous surprenez pas s'ils sont un petit peu offusqués quand ils se font dire ça. Parce que les députés, ils ne sont pas en congé. Ils seront dans leur comté. Ils seront en commission parlementaire. Généralement, tout le monde reconnaît, même la presse, que, lorsque l'Assemblée nationale ne siège pas, les parlementaires continuent à travailler beaucoup et c'est encore plus vrai, je vous dirais, pour le premier ministre et pour les membres du gouvernement, d'autant plus que nous serons très présents, surtout dans la ville de Québec, la capitale nationale, pendant les prochaines semaines qui nous amèneront les événements formidables pour célébrer le 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec.

Puisque c'est la fin de la session parlementaire, c'est l'occasion de faire un petit peu le bilan de nos activités, de tout ce qui s'est fait, de parler un peu du fonctionnement aussi, parce qu'on est dans ce parlement de cohabitation maintenant depuis plus d'un an et, vous le savez, ça veut dire qu'il y a des limites à ce que le gouvernement peut faire parce que chaque projet de loi exige qu'un des deux partis d'opposition puisse l'appuyer, sinon on ne peut pas adopter des lois. Puis en même temps, le gouvernement ne fait pas qu'adopter des lois. Il y a plein d'autres choses que fait le gouvernement, entre autres des politiques, des politiques qui sont ancrées dans nos lois, mais qui sont le résultat aussi de consultations, d'actions qui sont également le fait du gouvernement. Et ça aussi, je veux en parler. Mais cette semaine, on a eu une bonne semaine. Ça a bien commencé mardi dernier avec l'adoption de la loi 63. La loi 63, c'est une loi qui affirme le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est un amendement à la charte québécoise des droits et libertés.

Et ça a fait l'objet d'un vote unanime à l'Assemblée nationale du Québec. J'en remercie d'ailleurs tous les députés, incluant monsieur Dumont, madame Marois, parce que c'est un moment historique pour les femmes du Québec. Ce n'est pas une exagération de le dire. C'est un moment historique. Et en plus, bien, ça arrive dans la foulée du rapport Bouchard-Taylor. Vous rappelez-vous qu'on a voulu, nous, comme Québécois, affirmer clairement nos valeurs? D'abord, c'est quoi? C'est la primauté du français, c'est l'égalité entre les femmes et les hommes et

c'est également la séparation entre l'État et la religion. Voilà la valeur incontournable à partir de laquelle la société québécoise se définit. Donc, le vote de cette semaine est encore plus significatif. Et quand on veut travailler ensemble à l'Assemblée nationale du Québec, on est capable de travailler ensemble. J'ai plein d'exemples que je pourrais vous donner. Tiens, par exemple, le code de sécurité routière. Rappelez-vous le long débat qu'on a eu là-dessus, d'autant plus qu'il faut changer les habitudes de conduite au Québec. On a réussi avec des amendements de l'opposition, avec une loi qui n'était pas, je vous l'avoue, aussi forte que j'aurais voulu. Je pense à la conduite automobile sous l'influence de l'alcool, qui n'était pas aussi forte que j'aurais voulu, mais, enfin, on a quand même fait des compromis, tout le monde, et on a réussi à adopter un nouveau code de la sécurité routière.

Depuis l'élection du gouvernement, il y a un an et demi, on a quand même réussi à adopter deux budgets, deux budgets très importants, incluant un budget, le premier, celui de 2007, qui permet cette année une réduction d'impôt de l'ordre d'un milliard de dollars pour tous les Québécois, mais en particulier pour la classe moyenne. Une réduction qui, avouons-le, arrive à un très bon moment, quand on pense à l'augmentation du prix de l'essence. Le timing, comme on dit en anglais et en bon français, n'aurait pas pu être mieux pour une réduction d'impôt cette année. Et on a réussi aussi à voter une motion unanime à l'Assemblée nationale du Québec sur nos valeurs communes, sur le fait que le crucifix allait rester à l'Assemblée nationale, malgré la recommandation de la commission Bouchard-Taylor, parce que ce n'est pas uniquement un symbole religieux, c'est également un symbole de notre histoire et de la présence de l'Église au Québec pendant une période de 350 ans.

On a réussi, en d'autres mots, à démontrer que quand on veut travailler ensemble, on est capable de travailler ensemble. Il y a des fois, par contre, où ça n'a pas été le cas et il y en a un exemple qui est très contemporain. Tout le monde, évidemment, vit avec les conséquences de l'augmentation du prix du baril de pétrole, puis du prix de l'essence à la pompe. Cette semaine, tout le monde a été choqué d'apprendre que des accusations étaient portées contre les pétrolières pour avoir justement arrangé les prix. Et en ce sens-là, ce n'est pas un enjeu qui est nouveau. Ça fait déjà un bon bout de temps que le gouvernement s'en préoccupe, à un point tel où on avait présenté – pas dans la session actuelle, mais dans l'autre session – une loi numérotée, la loi 41 sur la transparence du prix pour les pétrolières, qui aurait, si elle avait été adoptée, la loi, forcé les pétrolières à expliquer pourquoi elles augmentent leur prix ou baissent leur prix. Malheureusement, malheureusement, l'ADQ de monsieur Dumont, le Parti québécois de madame Marois ont refusé d'adopter la loi, ont refusé d'accepter la proposition du gouvernement. J'en parle parce que, de toute évidence, cette semaine, avec ce que les tribunaux vont devoir gérer en

termes d'accusations, c'est un sujet qui est d'actualité. Mais tout ça vous démontre que le gouvernement sur cette question-là avait pris les devants, mais malheureusement, dans ce parlement minoritaire, ce parlement de cohabitation, on n'est pas toujours capable de faire ce que nous on pense être la bonne chose pour tous les Québécois.

Quand on parle de compromis, j'aimerais aussi établir ma propre balise et vous dire que les compromis, on en fait, mais il y a une limite à ce qu'un gouvernement peut faire comme compromis. Il y a nos valeurs, il y a nos principes, il y a l'intérêt commun et le bien commun qui guident chacun de nos choix. Alors, en sens-là, dans un parlement de cohabitation, il y aura toujours, toujours des négociations qui doivent être faites avec le plus de bonne foi possible, puis le moins de partisanerie possible.

Cela étant dit, le gouvernement ne fait pas juste voter des lois. S'il n'y avait que des lois qui nous gouvernaient ou qui faisaient l'objet de toutes les décisions, vous devinez qu'on ne serait pas capable de réussir tout ce qu'on réussit en ce moment. Et le gouvernement, de fait, prend l'initiative sur plusieurs, plusieurs grands sujets qui touchent vos vies de tous les jours. Je vais vous donner quelques exemples : le pacte pour l'emploi que nous avons annoncé, qui est presque d'un milliard de dollars, qui est fait en concertation avec les syndicats, avec les milieux patronaux, les milieux communautaires pour aider les gens à intégrer le marché de l'emploi. Line Beauchamp, la ministre de l'Environnement, du Développement durable, vient de déposer la semaine dernière une politique sur l'eau pour protéger notre patrimoine commun.

Il y a un projet de loi sur les commissions scolaires et la gouvernance des commissions scolaires qui est très important pour qu'on puisse mieux aider nos enfants. Il y a le conseil des ministres conjoint fait la semaine dernière entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario, alors qu'on négocie un accord de commerce avec l'Ontario. Il y a la politique des gangs de rue que Jacques Dupuis, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, a annoncée. Il y a également l'ouverture du marché climatique à Montréal qui est très significatif pour l'avenir de notre économie. L'annonce de cette nouvelle politique pour les technologies vertes pour qu'on puisse dépolluer davantage, encourager à la fois le développement économique et l'assainissement de notre environnement. Et il y a les sommes records que nous dépensons cette année pour les routes, pour les écoles, pour les hôpitaux avec notre programme d'infrastructure de 30 milliards sur cinq ans. Et on a augmenté dans les derniers mois, le premier mai dernier, on a augmenté le salaire minimum de 50 sous d'un seul coup. On a enlevé la malbouffe dans les écoles. Il y a la politique pour contrer la violence dans les écoles, les 20 000 nouvelles places en garderie, les congés de compassion également pour les gens qui sont, eux ou leur famille, malheureusement victimes d'actes criminels. Il y a les mesures pour la francisation et l'intégration des

immigrants que nous avons également annoncés ou les plans d'action au soutien au secteur manufacturier et forestier.

Écoutez, j'arrête là parce que je n'ai qu'encore quelques minutes, mais je pense que la démonstration est faite qu'il y a ce qu'on fait à l'Assemblée nationale, mais il y a également ce que nous faisons à tous les jours comme gouvernement. Et d'ailleurs, sur ce sujet, Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, et Philippe Couillard, le ministre de la Santé, des Services sociaux, ont tous les deux annoncé une politique cette semaine pour venir en aide aux enfants handicapés et aux enfants qui ont besoin d'aide au niveau de l'apprentissage... de l'apprentissage et de l'adaptation, devrais-je dire. En ce sens-là, on a annoncé une politique cette semaine dans laquelle on a investi 65 millions de dollars qui, en passant, s'ajoutent à un virgule sept milliards de dollars que nous dépensons déjà pour venir en aide à ces enfants en difficulté. Le gouvernement avait déjà préalablement annoncé son intention d'engager 1 800 professionnels de plus. C'est 120 millions de dollars qu'on avait investis là-dedans. Mais là, avec l'annonce de cette semaine de 65 millions de dollars, c'est 1 000 nouveaux enseignants que nous pouvons ajouter. Ça, ça veut dire plus de temps pour les enseignants. Ça veut dire un peu moins d'enfants dans certaines classes pour qu'on puisse les aider davantage, ce qui est très, très significatif. Ça veut dire qu'on va pouvoir aider ces enfants à mieux s'intégrer également au système scolaire. Et ça, c'est très, très important parce que chacun de nos enfants compte. Il n'y en a pas un qui est moins important que les autres. Tous les enfants au Québec ont leur place. Chacun doit pouvoir, dans la mesure de ses moyens, contribuer justement à bâtir la société québécoise.

Et je finis sur une très, très bonne note pour Montréal. Nathalie Normandeau, la ministre des Affaires municipales, et Raymond Bachand, le ministre responsable de Montréal, avec le maire Gérald Tremblay, cette semaine, ont annoncé finalement un pacte pour Montréal. Une nouvelle entente avec non seulement Montréal, mais également tous les maires de banlieue de l'île de Montréal. En d'autres mots, mesdames et messieurs, on est enfin arrivé à bout de cette longue saga des fusions, des défusions, des ententes, des discussions entre la ville de Montréal et les maires de banlieue. Enfin! Le gouvernement, tel qu'on s'est engagé à le faire dans notre discours inaugural du lendemain d'élection, a tenu son engagement de régler cette question-là des agglomérations. Bravo à Nathalie Normandeau en particulier pour son leadership et merci à tous les maires, les élus locaux de l'île de Montréal, et évidemment Gérald Tremblay. C'est une grande page que nous venons de tourner, puis là, on peut mettre toute notre énergie à regarder vers l'avant, à travailler ensemble pour développer notre métropole québécoise et en faire une source de fierté.

Mesdames et messieurs, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous écouter cette semaine. Je vous donne rendez-vous dimanche prochain. Merci!